

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

**IDCC : 1596. – Ouvriers  
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

**ACCORD DU 18 AVRIL 2016  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2016  
(AUVERGNE)**

NOR : ASET1650592M

IDCC : 1596

Entre :

La CAPEB Auvergne ;

La FFB Auvergne ;

La FLBA des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 18 avril 2016. Il a été décidé, par accord, d'augmenter les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Auvergne à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

**Article 2**

Les parties signataires ont arrêté au 1<sup>er</sup> juin 2016 la partie fixe à 409,63 € et la valeur du point à 6,30 €, sauf la position 150 qui est établie à 1 467,50 €.

Elles ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Base : 35 heures hebdomadaires.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 467,50	9,68
– position 2	170	1 480,63	9,76
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 575,13	10,39
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 732,63	11,42
– position 2	230	1 858,63	12,25
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 984,63	13,09
– position 2	270	2 110,63	13,92

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la direction des relations du travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

Fait à Clermont-Ferrand, le 18 avril 2016.

(Suivent les signatures.)